

# CONSEIL SYNDICAL ACADEMIQUE DE PARENTIS

**3 Avril 2012**

30 collègues de l'Académie ont participé au CSA du SNUEP à Parentis ce mardi 3 avril.

Voici un résumé des principaux points abordés :

- remerciements du Secrétaire académique, Nasr Lakhsassi, à Yves Lesavourey, pour ces 22 ans d'activités syndicales au service des Collègues dans l'Académie de Bordeaux. En effet, Yves vient d'obtenir sa mutation pour l'Académie de Toulouse. Nous le regretterons tous. Bonne route, Yves.

- suppressions de postes/DGH : ce point a été longuement abordé par les participants. Nasr a fait part des difficultés de plus en plus grandes pour avoir un dialogue constructif dans les Comités techniques. Le Recteur applique les décisions ministérielles, un point c'est tout.

Certes, tout le monde a reconnu les efforts faits par les services de la DRH, de la DPE et par les Inspecteurs pour régler au mieux les problèmes humains après la suppression de près de 200 postes dans l'Académie (collègues rattachés à leur établissement en attente d'un départ à la retraite, propositions de complément de service, reconversions...) Mais les inquiétudes demeurent néanmoins quant à l'évolution positive des situations de ces nouveaux TZR (ex titulaires académiques) car certains craignent que les promesses ne soient pas tenues. Par ailleurs, il n'est pas admissible que dans certains établissements, le montant de la DGH proposé en CA ait été inférieur au montant présenté aux organisations syndicales en Comités Techniques, ce qui a entraîné des suppressions de postes non prévues !!! Tout comme il n'est pas admissible que certains chefs d'établissements aient rendus des heures au détriment de la qualité de nos enseignements. Qui se moque de qui !!! Enfin, les compléments de service proposés en Collèges ou en Lycées ont fait l'objet d'un long débat.

Certes, cela permet à certains d'entre-nous d'éviter de faire de longs déplacements mais cela reste néanmoins une remise en cause du statut de PLP ou de Certifié. Ce sont les ultimes étapes vers le corps unique et elles risquent d'engendrer de vives tensions entre les corps !

- « rénovation » de la voie professionnelle : là, cela a été le tir de barrage. Avec la réduction d'une année d'enseignement pour nos élèves, les CCF omniprésents, les périodes de stages trop longues, les enseignants que nous sommes sont de plus en plus désincarnés. Le plaisir d'enseigner et de transmettre les connaissances est étouffé sous l'obligation d'évaluer ce que l'on

n'a plus le temps d'enseigner. Et ne parlons pas de la catastrophe qui pourrait nous attendre (ainsi que pour nos élèves) si les classes de terminale de CAP et de BAC PRO passaient en apprentissage ! Cette volonté de destruction de l'enseignement professionnel public et de dérèglementation constante n'est surtout pas innocente : elle est le résultat d'une politique libérale dont le seul but est de transférer au patronat et au privé la formation de nos jeunes.

Ce Conseil syndical académique a malheureusement été le reflet de ce que ressentent aujourd'hui les Collègues, titulaires ou non-titulaires, dans l'ensemble de nos établissements : un ras le bol généralisé ! La situation est grave, très grave même et nous y reviendrons. Il est URGENTISSIME que nos responsables prennent la mesure de cette désespérance car l'on glisse inexorablement vers le gouffre comme cela a déjà été le cas dans d'autres administrations !

N.B : certains nous ont vendus le Bac pro 3 ans en nous faisant croire que cela permettrait d'avoir une égale dignité de notre enseignement avec le Lycée général ou technologique. Mais ils ont soigneusement tus les boulets aux pieds que l'on nous a imposés (voir ci-dessus). Par ailleurs, ce n'est pas 50% de nos élèves de BEP qui poursuivaient en Bac pro mais 70%. Qui veut tuer son chien !!!